

Christian Soleil

Machiavel après Machiavel

*Essai sur les suiveurs
du conseiller des Médicis*



Christian Soleil

Machiavel
après machiavel
*Essai sur les suiveurs
du conseiller des Médicis*

Éditions EDILIVRE APARIS
75008 Paris – 2010

www.edilivre.com

Edilivre Éditions APARIS

56, rue de Londres – 75008 Paris

Tél. : 01 41 62 14 40 – Fax : 01 41 62 14 50 – mail : actualites@edilivre.com

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

ISBN : 978-2-8121-4201-7

Dépôt légal : Septembre 2010

© Edilivre Éditions APARIS, 2010

Sommaires

REFLET SUR L'EAU.....	9
UNE CONFUSION MACHIAVELIQUE	15
MACHIAVEL ET LA CAPITALISME MODERNE.....	39
LA TRADITION CONTEMPLATIVE ET STOÏQUE	41
MODERNITE DE MACHIAVEL	45
LA STRATEGIE MACHIAVELIQUE	57
CITATIONS SUR MACHIAVEL	61
CITATIONS DE MACHIAVEL.....	67
REMERCIEMENTS	75
BIBLIOGRAPHIE	79

Un dirigeant doit toujours exiger de ses conseillers la plus stricte vérité. Toutefois il lui faut se souvenir que ces derniers ne sont pas moins mauvais que le reste de l'humanité. Les punitions, les renvois et de manière générale les mauvaises nouvelles doivent être annoncés en bloc si les circonstances le permettent, car moins on les délaye et plus leurs effets négatifs seront brefs. Quant aux faveurs et aux bonnes nouvelles, il faut les distiller à petite dose, au goutte-à-goutte, afin d'en extraire tout le jus et de prolonger au maximum leurs conséquences positives sur le moral de la population. C'est une des applications de la pensée de Machiavel que mettent le mieux en œuvre les politiciens modernes, qui ont tout à fait compris ce principe. Quand ils veulent annoncer une mesure populaire, ils la reprennent plusieurs fois, profitant de chaque occasion pour la marteler, tout en changeant adroitement la formulation à chaque nouveau discours. Ainsi, l'effet positif est multiplié, et personne ne se rend compte de rien. Pas vu pas pris.

Un dirigeant averti doit en permanence être conscient qu'il avance sur une corde raide. Ses sens doivent être en permanence en alerte. Ainsi, pour Machiavel, la meilleure forme de prudence est l'action décisive. Bien sûr, une telle idée ne laisse pas

de surprendre ceux qui se sont un jour trouvés pris entre deux amis en lutte. Supporter l'un d'entre eux est en effet certainement le meilleur moyen de déplaire aux deux une fois qu'ils auront mis de l'ordre dans leur différend. Mais même si le conseil de Machiavel est utile ici, et si sa méthode est efficace, il faut bien comprendre que son objectif n'est pas de renforcer le sentiment amical, mais d'instaurer une relation de pouvoir. Nous traitons nos amis non pas comme un moyen d'atteindre un but (ce qui est le cas du dirigeant efficient) mais comme des buts en eux-mêmes. Un politicien doit être prêt à sacrifier une amitié de la même manière qu'un ami doit être prêt à sacrifier son pouvoir. Pour la défense de Machiavel, il faut tout de même préciser qu'il n'existe pas de vraies amitiés en politique. Machiavel considérait donc qu'il fallait impérativement s'allier avec l'un ou l'autre des combattants. Ainsi, on rend quelqu'un débiteur.

REFLET SUR L'EAU

Tenez, prenez Benito Mussolini ! Il a tenu compte de ce conseil de Machiavel (il pensait être un digne successeur du conseiller des Médicis). Il aurait été mieux inspiré de suivre la voie de son collègue le dictateur espagnol Francesco Franco, qui n'offrit à Hitler que son bon vouloir et put conserver les rênes de son pays pendant trente-six ans jusqu'à sa mort à l'âge de quatre-vingt-trois ans. En général, pour Machiavel, il est préférable de soutenir et de mener ses voisins les plus faibles, tout en luttant pour affaiblir les plus forts. Et quand les faibles ont un différend entre eux, il vaut mieux aider l'un à écraser l'autre que de risquer de les voir s'unir contre vous à l'avenir. Mais peut-être Machiavel n'était-il pas assez cynique ici, car il peut arriver que l'interventionnisme amène le même résultat.

En 1992 les Etats-Unis lancèrent *Opération Restaute Hope*¹ pour apporter une aide substantielle à la Somalie déchirée par des guerres fratricides. Le plan tourna court lorsque les Somaliens ont réalisé

¹ Opération Restaurer l'Espoir.

qu'ils préféreraient combattre leur ennemi commun, l'Amérique, plutôt que de continuer de s'entre-tuer. Quand, envoyé sur place par les Etats-Unis, l'amiral Howe offre une récompense de 25 000 dollars à quiconque lui livre le général Mohamed Aidid, ce dernier annonce dans les heures qui suivent qu'il donne un million de dollars pour la tête de « l'animal » Howe. Bill Clinton répondit à l'inflation des récompenses dans un style typiquement machiavélique. Comme son ancien aide de camp George Stephanopoulos le rapporte dans son ouvrage *All too human*², le président déclara : « Nous n'infligeons aucune souffrance à ces salopards. Quand des gens nous tuent, ils devraient être tués en plus grand nombre. » Le résultat consista dans une débâcle pour les Etats-Unis, Clinton, et tous les adeptes de la pensée machiavélique. Comme allait le commenter le major Dave Stockmann, porte-parole de l'ONU : « Nous sommes venus, nous les avons nourris, ils nous ont botté le train. »

Certes, les Etats-Unis, s'ils n'étaient pas intervenus, et s'ils avaient abandonné les Somaliens à leur triste sort, auraient été largement critiqués par tous les peuples bien-pensants. Tout un public occidental droit-de-l'hommiste crie au loup et à l'impérialisme quand les Etats-Unis interviennent, et taxe les Américains d'indifférence quand ils n'interviennent pas. Machiavel, qui n'en espère pas moins de peuples qu'il considère comme des misérables, comprend très bien cet état de fait : « Ne laissez jamais croire à un Etat qu'il peut adopter une solution sûre ; il vaut mieux comprendre que tout

² Tellement humain.

choix entraîne des risques, car l'ordre des choses est tel qu'on n'échappe jamais à un danger sans en créer un nouveau ; la prudence consiste à peser les inconvénients de chaque choix et à considérer le moins mauvais comme bon.

Cela ne signifie pas que nos actions ne peuvent pas compliquer le cours des choses. Ainsi, par exemple, on ne peut pas dire que la cause américaine ait été très bien servie lors de la réunion de Mogadishu le 12 juillet 1993. Les chefs de clans se retrouvaient pour jeter les bases d'un plan de paix. La maison était entourée par les hélicoptères de l'armée américaine, et elle fut détruite par des missiles. Plus de cinquante personnes furent tuées. Toutefois, si les Etats-Unis devaient renouer avec une politique isolationniste et abandonner les pauvres et les faibles du monde à leur fatalité, personne ne pourrait dire que Machiavel ne les avait pas prévenus. Aucun prince un tant soit peu sensé ne tendrait la joue gauche après s'être fait gifler la droite.

Aldous Huxley, dans *Retour au meilleur des mondes*, donne sa version des conséquences néfastes des excès que peut engendrer la *realpolitik* machiavélique. Il confond cependant machiavélisme et cynisme. Machiavel n'affirme à aucun moment que les intentions doivent être basses ou immorales. Il pense simplement qu'en certaines circonstances, et en tenant compte de la nature souvent mauvaise des masses humaines, des actions en apparence mauvaises peuvent contribuer à terme à l'intérêt général. Le Prince doit être prêt à en user si nécessaire.

« La propagande pour une action dictée par des impulsions plus basses que l'intérêt présente des preuves forgées, falsifiées, ou tronquées, évite les arguments logiques et cherche à influencer ses

victimes par la simple répétition de slogans, la furieuse dénonciation de boucs émissaires étrangers ou nationaux, et l'association machiavélique des passions les plus viles aux idéaux les plus élevés, si bien que des atrocités arrivent à être commises au nom de Dieu et que l'espèce la plus cynique de *realpolitik* est traitée comme une affaire de principe religieux et de devoir patriotique. »

On ne peut s'empêcher de penser à Georges Bush et son équipe de faucons, qui feraient bien de méditer ce texte. Les justifications données pour l'intervention américaine en Irak, pourtant seul pays laïc du Moyen-Orient, étaient à l'évidence fausses et fabriquées de toutes pièces par les services secrets pour emporter l'adhésion populaire. Le procédé aurait pu être machiavélique s'il avait visé à maintenir ou renforcer le pouvoir du président des Etats-Unis dans un souci d'intérêt général, et non dans le seul but de satisfaire, comme c'était le cas, les besoins personnels de la caste avide qui avait contribué à l'élection de Bush junior.

Giulio Andreotti a souvent été baptisé par la presse le « machiavel » de la Démocratie chrétienne en Italie. Son parcours est celui d'un homme corrompu, et c'est bien cette caractéristique qui lui a valu ce sobriquet peu flatteur... au moins pour Machiavel. Il a été un homme clef de la politique italienne dans la deuxième moitié du XX^e siècle : sept fois président du conseil, près de trente fois ministre et ancien leader de la Démocratie italienne. Accusé, en 1993, par un ancien parrain repent, Tommaso Buscetta, d'avoir commandité l'assassinat, en mars 1979, de Carmine Pecorelli, journaliste politique détenteur de pièces compromettantes mettant en cause le

financement de la démocratie chrétienne par Cosa Nostra, et par-là même, les liens occultes entretenus avec la Mafia par Andreotti, ce dernier se retrouve sur le banc des principaux accusés dans un procès-fleuve qui débute en 1996. Tout s'enchaîne alors et les révélations mettent au jour un gigantesque puzzle composé d'intimidations, de corruptions, de fraudes et de meurtres. Loge P 2, attentat de Bologne perpétré par l'extrême droite, inexplicables maladroites commises par la police italienne pour retrouver Aldo Moro, secrétaire général de la démocratie chrétienne, enlevé et assassiné en mars 1977 par les Brigades rouges, et auteur de notes accusant Andreotti, malversations en Sicile... le politicien, surnommé en Italie « l'inoxydable », se retrouve au centre de tout un système de corruption politique. Condamné en 2002 à vingt-quatre ans de prison, il sera innocenté en novembre 2003.

UNE CONFUSION MACHIAVELIQUE

En octobre 1995, quelques mois seulement avant de mourir, François Mitterrand, qu'on a souvent traité de « Florentin » – alors qu'il adorait plutôt Venise et que son comportement se rapproche plutôt de celui d'un Casanova – très affaibli, accepte néanmoins de participer à une conférence à Colorado Springs en compagnie de quelques-uns des plus grands chefs d'Etats des années 1980, comme Margaret Thatcher, Gorbatchev ou Ronald Reagan. Son intervention particulièrement remarquée porte sur ce qu'il considère comme un des enjeux majeurs du XXI^e siècle : comment concilier l'inévitable mondialisation et la montée des crispations identitaires locales qu'elle ne va pas manquer de provoquer ? Son analyse, profondément juste, des ressorts qui animent les peuples, est proche de celle de Machiavel, auquel on voulut d'ailleurs souvent le comparer. Comme si rien n'avait changé depuis lors. Les mentalités évoluent à l'évidence moins vite que la technologie. Pas très réjouissant.

Le terme « machiavélique » est devenu synonyme de cynisme et de corruption. A tel point qu'il est désormais presque impossible de l'utiliser pour désigner ce qu'il semble devoir désigner, à savoir la pensée de Machiavel. Cette pensée est pourtant exprimée avec une grande clarté dans ses écrits, dénuée de toute ambiguïté, limpide comme de l'eau de roche. Faut-il en déduire que peu de gens se sont donnés la peine de le lire ? Sans doute.

Je relève dans un journal qui évoque la prison américaine de Guantanamo l'utilisation de cet adjectif, justement. Cet espace de non-droit instauré au lendemain de la guerre américaine en Afghanistan afin d'y enfermer les prisonniers soupçonnés d'être à l'origine des attentats du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center à New-York serait le fruit d'une décision « machiavélique ». Cela me paraît encore une fois un mauvais usage du terme. Jusqu'à la décision de la Cour suprême des Etats-Unis, le 28 juin 2004, déjugeant Bush et autorisant les prisonniers à contester la légalité de leur détention devant les tribunaux, les Etats-Unis s'étaient placées au-dessus des conventions internationales avec l'ouverture du camp de Guantanamo, sur l'île de Cuba. Considérés par l'administration Bush comme des « combattants illégaux », les six cents détenus de Guantanamo n'avaient pas d'avocat, ne pouvaient recevoir aucune visite et n'étaient officiellement pas inculpés. Tortures psychologiques, comme la lumière allumée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, passages à tabac, harcèlement moral et physique : tel était leur lot quotidien. Une mascarade était orchestrée une fois par semaine par une

administration américaine qui tenait à communiquer pour préserver l'apparence de la normalité.

Quoi de machiavélien là-dedans ? Quel rapport avec les ruses développées par Machiavel pour se hisser au sommet du pouvoir et s'y maintenir. On n'est pas du tout dans le champ étudié par le conseiller de Laurent de Médicis. Il ne s'agit en aucune manière de cynisme, ni même de calcul machiavélien visant à maintenir le pouvoir du chef pour viser l'intérêt général, mais de la réaction purement émotive d'une caste de dirigeants obnubilés par l'intégrisme religieux. Ce centre de détention signe en effet l'échec patent de la stratégie américaine dans la gestion de la guerre d'Afghanistan : terrifiés à l'idée de laisser filer le « vingtième pirate de l'air », les Américains ont emprisonné des innocents et bafoué les droits les plus élémentaires. Pour un résultat quasi nul. Selon un psychiatre mandaté par le Pentagone lui-même, les prisonniers au bout de quelques mois n'étaient plus en état de livrer la moindre information fiable. Guantanamo apparaît donc comme un fiasco médiatique, politique et militaire.

Même au Japon, d'où j'écris ce livre, on a parfois traité le Premier ministre de Machiavel, parce que le libéral bon teint qu'il est politiquement fonde en général son action sur une analyse sinon objective du moins honnête de la situation. Or, l'action de Junichiro Koizumi a été radicalement efficace au plan économique. D'ailleurs, même ceux de ses détracteurs qui jugent ses réformes trop clairement libérales le lui accordent pour l'essentiel. Quand il est arrivé au pouvoir en 2001, l° Japon était plongé depuis une dizaine d'années dans une terrible